

CIBLE

Régionales

Sur les résultats des élections régionales, experts et dirigeants politiques extrapolent sans prudence, songeant déjà à la présidentielle.

De la forte abstention, on ne peut rien dire car elle est une réserve de voix à gauche comme à droite pour les élections nationales.

Des bons résultats du Parti socialiste, on ne peut rien dire car la bataille des présidentiables n'est pas engagée et la principale formation de gauche n'a toujours pas de programme alternatif : voici peu, Martine Aubry proclamait avec les socialistes européens la nécessité de défendre la zone euro qui écrase, entre autres, le peuple grec.

Des bons résultats des écologistes, on ne peut rien dire, puisque Daniel Cohn-Bendit ne veut pas se présenter en 2012.

Des mauvais résultats de l'UMP on ne peut rien dire puisque Nicolas Sarkozy, combattant suprême et d'ordinaire efficace, soutenait ses troupes en douce mais n'était pas à leur tête. Notons simplement que la campagne imbécile et odieuse sur « l'identité nationale » n'a pas empêché la remontée du Front national.

RECONSTRUCTION

Programme à saisir

Précaution

**Trop
de peurs**

p. 4

Banlieues

**Rage
et révolte**

p. 8

La langue sans âme !

Nous connaissons en France la déferlante linguistique anglo-américaine dans notre vie quotidienne avec les Carrefour market ou Simply market et autres Happy Bonus, mais aussi avec le basculement à l'anglais de pacotille de Citroën qui vient d'adopter une communication largement en anglais.

Chez Citroën, les dénominations anglaises foisonnent comme *visiodrive* ou même *DS*, sigle légendaire, qui signifie maintenant *distinctives series* sans parler de la documentation technique anglicisée. Par ailleurs, même le domaine culturel est touché avec le nouveau magazine littéraire français, soutenu par *Télérama*, qui s'intitule *Books* !

N'oublions pas également les rododromes du président Sarkozy de faire de la France une nation bilingue, comme son ministre de l'Éducation nationale l'avait annoncé dès 2007 (1). En octobre 2009, le Président persévère et annonce d'ailleurs que des enseignements fondamentaux du second degré pourraient être dispensés en langues étrangères. Il faut traduire les terminologies linguistiquement correctes de *bilingue* ou *langues étrangères* par *anglais*, ainsi l'anglais est aussi devenu une langue de bois ! L'exclusion linguistique est aussi une désintégration sociale et entrepreneuriale ; le plus anglophone n'est pas le plus

performant. Même Madame Parisot, présidente du *Mouvement des entreprises de France* (MEDEF) pointe (2) l'abus d'anglais dans l'entreprise qui nuit à sa bonne marche.

Mais ce projet de destruction linguistique touche d'autres pays en Europe.

En effet, la destruction programmée des langues d'Europe vient de franchir une étape supplémentaire, cette fois, en Allemagne. Les ministres régionaux de la Justice des lands de Rhénanie-du-Nord - Westphalie et d'Hambourg demandent une modification du code de procédure allemand pour que la langue anglaise puisse être utilisée dans les procédures judiciaires en Allemagne, afin que les affaires économiques menées en anglais en Allemagne puissent, en cas de litige, continuer à l'être dans cette langue devant les juridictions commerciales et civiles.

À ce projet sont associés des avocats d'affaires et des juges. Les cabinets d'avocats d'affaires anglo-saxons déjà présents en Allemagne (comme en France) sont, bien évidemment, favora-

bles à ce projet du tout en anglais ; l'anglais dans le droit, c'est la mise au rebut de notre droit romano-germanique largement commun à l'Europe continentale et la porte grande ouverte, par le truchement de la *Common law*, à la marchandisation totale de toutes les activités humaines ; de l'enseignement à la santé en passant par la culture.

La raison invoquée, ici comme en France, est toujours la même : la (fausse) nécessité économique. L'anglais étant décrété par nos zéloteurs *anglolâtres* comme la langue du commerce international ; tout le processus économique doit pouvoir, selon eux, se dérouler en anglais. Oser parler en Allemagne d'entrave linguistique pour le simple fait de devoir parler allemand dans les cours de justice c'est grotesque.

Ils sont fous ces Allemands de vouloir parler allemand en Allemagne ! L'Allemagne est le pays qui a un excédent commercial colossal et qui vend ses produits au monde entier. Si l'Allemagne vend ses productions c'est en considération de leur

seule qualité, de leur seule renommée et de la vigueur du commerce allemand.

On voit ici que toutes les assertions sont bonnes pour imposer l'anglo-américain comme langue mondiale au seul bénéfice du monde anglo-saxon. Car utiliser l'anglais dans l'ensemble du processus économique constitue un avantage financier considérable à l'heure où la Grande-Bretagne, par exemple, a décidé de renoncer à rendre obligatoire l'apprentissage des langues étrangères.

Les peuples européens doivent s'unir contre cette colonisation linguistique, ce bilinguisme forcé et inégalitaire, qui s'accompagne toujours de reniements et d'un déclassement social et culturel.

Une langue qui ne sait plus exprimer le monde moderne, l'intelligence, la science, l'avant-garde, l'avenir en somme, est une langue qui disparaît.

N'en déplaise aux promoteurs du *tout à l'anglais*, la langue n'est pas un vecteur neutre de communication mais l'expression de visions propres du monde. La diversité linguistique, c'est la véritable ouverture au monde et aux autres.

C'est écouter l'âme d'un peuple que de lui permettre d'exprimer son destin dans sa langue.

Marc FAVRE d'ÉCHALLENS

Marc Favre d'Échallens est administrateur de l'association *Défense de la langue française*

(1) " Le président de la République m'a donné comme mission de faire de la France une nation bilingue " Xavier Darcos, 11/09/2007.

(2) " Or, il y a une chose, je ne sais pas si c'est dit, mais pour moi un des points très importants, c'est la langue. (...) Je préférerais par exemple qu'on ait un débat sur la langue, l'utilisation de la langue française, y compris dans l'entreprise où l'abus de l'anglais est, à mon avis, à signaler et à dénoncer. ", Canal +, 02/12/2009.

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEYER

SOMMAIRE : p.2 : La langue sans âme !
- p.3 : Les Français se mobilisent - De l'Islande à la Grèce - p.4 : La vie en jaune - p.5 : Renaissance irakienne - p.6/7 : Où est l'imposture ? - p.8 : Mais pourquoi les voitures ? - p.9 : Aimer la démocratie ? - p.10 : Russie - Napoléon V - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Demandez le programme !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Les Français se mobilisent

En France aussi, les classes moyennes et populaires, sans oublier nombre de cadres supérieurs et de hauts fonctionnaires, sont en révolte contre les oligarques. Seule différence avec la Grèce : les Français n'en sont pas encore à l'offensive générale.

Dans un entretien publié par *Le Figaro Magazine* (12 mars), il y a ces deux phrases de Nicolas Sarkozy : « *Mon rôle est d'apaiser les tensions pour pouvoir engager les réformes trop longtemps différées. Est-ce un hasard si, depuis trois ans, il n'y a pas eu de drames ni de violence ?* ».

L'aveuglement du supposé président stupéfie : il oublie les suicides au travail, notamment chez France Télécom, et toutes les souffrances dénoncées à la fin du mois dernier par le Médiateur de la République (1).

Le chef de l'UMP n'a pas voulu voir, non plus, les grèves et manifestations quotidiennes qui ont marqué la semaine au cours de laquelle il tentait, par le biais figaresque, de se protéger de la raclée électorale promise à son parti :

- le mardi 9 mars, journée nationale d'action lancée par une vingtaine d'organisations syndicales et qui a réuni les juges, les greffiers, les avocats, les personnels de l'institution judiciaire et de l'administration pénitentiaire ;

- le jeudi 11 mars, grève des médecins généralistes et du personnel des crèches ; occupation du siège de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ;

- le vendredi 12 mars, grève des employés de la ligne B du RER ; grève et manifestation du personnel de l'Éducation nationale ; appel à la grève

lancé par six organisations syndicales dans les entreprises chargées du traitement des déchets.

Tout aussi intense, les luttes en cours chez Total, Thalès, Danone, Yves Saint-Laurent beauté (L'Oréal) à Lassigny, à la Papeterie Condat en Dordogne, chez Système U...

Motifs des mouvements : suppressions de postes et restructurations dans la fonction publique, délocalisations et salaires trop faibles dans le privé où l'on constate que la CGE-CGC est souvent aux côtés des organisations ouvrières - par exemple chez Thalès.

Dans tous les cas, la mobilisation se fait contre la gestion ultra-libérale qui vise à la destruction progressive des services publics, à la précarisation des salariés, à l'augmentation des profits des grands patrons - les chefs d'entreprises petites et moyennes étant victimes des ravages du libre échange généralisé.

L'erreur de Nicolas Sarkozy et de ses conseillers, c'est de croire qu'ils maîtrisent la situation sociale parce que la CGT et la CFDT s'efforcent de désamorcer l'explosif social. Mais quand la colère explose (en 1995, en 2006) les principales confédérations sont obligées de suivre le mouvement pour ne pas perdre leurs adhérents.

Sylvie FERNOY

(1) cf. l'éditorial de Bertrand Renouvin dans *Royaliste* n° 965, « *Désolation* », page 12.

De l'Islande à la Grèce

Presque tous les Islandais et les Grecs à une écrasante majorité refusent de payer les dégâts commis par les banquiers. Les gouvernements sont ou seront obligés de respecter la volonté populaire.

Nous sommes jaloux des Islandais : quand ils demandent un référendum, ils l'obtiennent. Et quand ils votent Non à 93 %, le président de la République et le gouvernement se plient à la décision exprimée au suffrage universel.

Les banquiers des Pays-Bas et d'Angleterre n'ont pas voulu comprendre que l'Islande est une démocratie : ils ont exigé le remboursement de la dette provoquée par la faillite de la banque Icesave en 2009, dans laquelle des épargnants anglais et néerlandais ont perdu 3,8 milliards d'euros. Les banquiers ont menacé les Islandais, avec l'appui de la Commission européenne et du FMI qui ont fait du chantage à l'aide financière. Les Islandais ont tenu bon et leur détermination n'a pas provoqué les sanctions annoncées. Il faudra bien que les banquiers négocient avec les autorités islandaises qui sont fortes du soutien du peuple.

En Islande, la cause est entendue. En Grèce, la lutte est en cours. Elle est encore plus décisive car le pays appartient à la zone euro. Les Grecs se savent victimes à la fois de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, de la gestion à l'allemande de l'euro, de leurs propres oligarques. Eux aussi refusent de payer pour des banquiers irresponsables, pour des gouvernements corrompus (de droite) ou (et ?) incapables de résister par eux-

mêmes aux pressions de Berlin, Bruxelles et Francfort.

Les socialistes grecs, oubliant immédiatement le programme sur lequel ils ont été élus, ont accepté d'imposer au peuple la thérapie de choc imposée par les fous furieux de la Commission : augmentation de la TVA (2 %) pour tout le monde, donc réduction du pouvoir d'achat ; gel de tous les salaires et retraites des fonctionnaires ; réduction rétroactive des primes et allocation dans la fonction publique, qui va provoquer dans celle-ci (600 000 employés) une baisse de salaire de 7 à 8 % par mois. « *Prenons par exemple un employé du public qui reçoit une rémunération mensuelle de 1 000 euros, lit-on dans *To Vima* (1) : avec la diminution de 30 % de primes, il perdra 600 euros par an, et son salaire tombera donc à 900 euros par mois* ». Le quotidien ajoute que la pension des retraités de l'Électricité et des Télécommunications sera diminuée de 7 %.

Ces mesures totalement injustes sont absurdes puisque la réduction de la consommation aggravera la crise économique. Les grèves générales du 5 mars et du 11 mars ont été des succès : à Athènes aussi, le gouvernement sera obligé de respecter la volonté populaire.

Annette DELRANCK

■ (1) Excellent choix d'articles de la presse grecque sur le site du *Courrier des Balkans*

<http://balkans.courriers.info/>

La vie en jaune

Kévin et Priscilla ont reçu leur convocation pour aller se faire vacciner contre les radiations émises par les téléphones mobiles.

Pour sortir, ils ont mis le gilet jaune imposé par le ministère de la Voyance, aussi jaune et aussi réfléchissant que celui de la poussette de leur fille Carlita. Leur habillage de rigueur est complété par un masque non tissé les protégeant de la nouvelle grippe C6 et des autres miasmes pas encore catalogués. Bien que l'hiver fasse rage, écoutant les conseils du ministre de la Pérennité, ils se sont munis d'une bouteille biodégradable remplie d'eau polyvitaminée pour éviter une déshydratation, le réchauffement climatique causé par les malversations des générations précédentes étant attendu. Sur leur gilet est inscrit leur numéro de sécurité sociale repérable par les caméras de la voirie, le masque ne permettant pas une reconnaissance efficace.

Ce petit préambule orwellien est-il si loin d'une réalité proche ? Les actes et les choix de la vie quotidienne sont de plus en plus contrôlés par le principe de précaution. La doxa officielle induit une prolifération et un entretien des peurs diverses, alimentaires, infectieuses, climatiques, terroristes en alléguant des origines obscures et des arguments spécieux. Ce triste tintamarre est sensé nous conduire au risque zéro. La peur est déculpabilisée et, infantilissante, elle devient une sagesse.

Sur le plan philosophique le principe de précaution a été

développé par Hans Jonas élève de Heidegger qui lui-même a initié une critique de la technique et de l'industrialisation. Jonas écrit, dans son livre *Le principe de responsabilité*, « que doit être interdite toute technologie qui comporte le risque - aussi improbable qu'il soit - de détruire l'humanité ou quelques-uns de ses membres. »

Ce principe accède à la notoriété mondialisée avec la Déclaration de Rio au Sommet de la Terre en juin 1992. Il est repris dans le Droit européen avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam dans le domaine des politiques d'environnement de l'Union. La loi Bernier l'inscrit le 2 février 1995, dans les rubriques de la protection de l'environnement, dans le droit français. Le Conseil d'État en donne en 1998 une définition précise : « *Ce nouveau concept se définit par l'obligation pesant sur le décideur public ou privé de s'astreindre à une action ou de s'y refuser en fonction du risque possible. Dans ce sens, il ne lui suffit pas de conformer sa conduite à la prise en compte des risques connus. Il doit, en outre, apporter la preuve, compte tenu de l'état actuel de la science, de l'absence de risque* ».

En 2007, la Commission pour la libération de la croissances présidée par Jacques Attali avait demandé, la suppression

de cette clause de la Constitution. Nicolas Sarkozy l'a refusée et le ministre de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a aimablement traité la Commission de réactionnaire. Si ce principe, légal à présent, concernait au départ principalement les questions écologiques, il s'est étendu à d'autres horizons, dont la santé, la sécurité avec une crainte biscornue de l'avenir et une exagération apocalyptique des périls potentiels.

Devant toute innovation, il est nécessaire de peser les bénéfices et les risques à court, moyen et long terme. Devant tout danger il faut en mesurer les conséquences et évaluer les moyens contraignants et financiers pour en atténuer les retombées. Ce n'est pas aisé. Le principe de précaution est à mettre en balance avec le principe d'espérance. Les effets nocifs des ondes du téléphone portable n'ont pas été démontrés avec certitude, par contre plusieurs Haïtiens incarcérés sous les décombres des maisons de Port-au-Prince ont été sauvés grâce à lui en appelant un proche pour lui donner un signe de vie. Il n'est pas question de négliger les précautions à prendre vis-à-vis de la planète, vis-à-vis des humains d'aujourd'hui et de ceux de demain.

Il y a un paradoxe dans le principe de précaution, il serait là pour nous préserver,

nous conserver à la limite nous conduire à l'utopie de l'immortalité et concomitamment restreindre nos joies de vivre en réglementant l'esthétique (les gilets jaunes), la bonne chère, les plaisirs de Nicot et de Bacchus, la liberté de circulation, le droit à l'aléa, les aides qu'apporte l'inventivité technique. Les précautionneux patentés ne recherchent-ils pas que le diable dans toute nouveauté ? Ce n'est d'ailleurs pas nouveau. C'est Louis XIV, qui sur les conseils de Parmentier, imposa la pomme de terre en France, certains esprits chagrins pensant que la patate transmettait la lèpre. S'il avait vécu à l'époque José Bové aurait envoyé ses commandos dans le Potager du Roi qui était à la pointe dans l'expérimentation maraîchère et dans l'art de l'élevage. A posteriori, c'eût été bien inutile puisque la population française n'a pas été empoisonnée et a plus que triplé depuis.

Le principe de précaution s'avère être en outre une fortune pour le marché. Même si tout n'est pas clair dans la gestion de la dernière pandémie grippale, les laboratoires pharmaceutiques ont bien su manœuvrer et intriguer pour vendre leurs vaccins. Les constructeurs automobiles ont compris que la fabrication de voitures électriques allait leur permettre de recharger leurs accus en renouvelant le parc des quatre roues. Pourtant certains investigateurs perspicaces ont noté que pour produire de l'électricité, il fallait bien à un moment ou à un autre de la chaîne polluer avec du nucléaire ou du combustible fossile et que le recyclage des batteries n'était pas présentement évident. Soyons intelligemment et raisonnablement prudents mais restons hardis et refusons l'immobilisme. Et à la vie en jaune, couleur dont on peignait les portes des traîtres au roi, on préférera la vie en bleu... roi.

Hervé SIMON

Renaissance irakienne

Les néo-conservateurs crient victoire, mais s'il est encore trop tôt pour le dire, ce serait de toute façon une victoire posthume.

Les élections irakiennes du 7 mars ont consacré la victoire de la démocratie. Une participation de 62 % avec, contrairement aux premières élections de 2005 qui avaient connu un boycottage dans la communauté sunnite, un engagement aussi fort dans toutes les régions. Donc un vrai scrutin national. Pour un pays dont on prédisait régulièrement l'affrontement communautaire et la partition, c'est un indéniable succès. Six mille candidats pour 325 sièges, c'était également la marque d'un vif intérêt pour un retour à la politique. Les attentats n'ont pas réussi à perturber le vote. Al-Qaïda a perdu la partie.

Ces commentaires positifs ont requinqué les néo-conservateurs américains et britanniques. L'ancien Premier ministre Blair, durement secoué par la commission d'enquête constituée en Grande-Bretagne pour tirer les leçons de la guerre de 2003, ne s'y est pas trompé. L'hebdomadaire américain *Newsweek* met en exergue les propos tenus à l'époque par le président Bush : « *La démocratie irakienne va réussir et ce succès enverra un message de Damas à Téhéran que chaque nation a droit à la liberté.* »

Sauf que les élections irakiennes ne sauraient constituer a posteriori une justification pour la guerre. Les destructions, l'occupation, l'aliénation de tout un peuple, ont retardé la démocratisation et le développement du pays

plus qu'ils ne l'ont précipité. Jusqu'à aujourd'hui, ils pèsent sur la capacité du gouvernement irakien de reprendre en mains son destin. La *débaasification*, c'est-à-dire l'exclusion de ceux qui ont appartenu au parti Baas de Saddam Hussein, a été laissée aux mains de la créature des néo-cons de Washington, Ahmed Chalabi, pour écarter ses concurrents et disqualifier les sunnites les plus laïques. Ceci n'a de toute façon pas porté chance à l'intéressé qui a constamment fait le mauvais choix. Le calcul des néo-cons était de tabler sur un communautarisme chiite religieux opposé à Téhéran. C'est donc sans surprise que l'on a vu Ahmed Chalabi rejoindre la coalition la plus religieuse, l'*Alliance Nationale Irakienne* (ANI) qui regroupe le Conseil Supérieur islamique d'Irak et les radicaux de Moqtada Al-Sadr, l'ancienne milice qui avait tenté d'allumer la guerre civile au sein des Chiïtes. Mais Ahmed Chalabi, en parfait opportuniste, s'est également positionné à partir de cette liste, arrivée en troisième position, pour se rendre indispensable à un gouvernement de coalition.

Le calcul par rapport à Damas et Téhéran, qui était au cœur de la stratégie néo-con du Grand Moyen-Orient, supposait la contagion démocratique à partir de l'Irak. Les avancées qui se sont faites en Irak ont été déconnectées du chiisme iranien. La haute hiérarchie chiite d'Irak autour de Sistani a refusé de prendre position entre les dirigeants

chiïtes des principales coalitions sans prétendre à les réunir dans un seul bloc confessionnel. Depuis la fraude des élections iraniennes, les relations sont coupées entre les deux, qui, il ne faut pas l'oublier, est une coupure entre arabes et perses, quoique tous chiïtes. La victoire dans les provinces du sud de la coalition du Premier ministre sortant Maliki, l'*Alliance de l'État de Droit*, laissant loin derrière la coalition la plus confessionnelle (ANI), est interprétée comme un rejet de l'Iran.

L'autre volet de la stratégie néo-con était l'indépendance du Kurdistan. La position d'arbitre des Kurdes entre les diverses coalitions chiïtes-sunnites est essentielle à l'unité nationale de l'Irak. La victoire de la liste *Kurdistania*, y compris semble-t-il dans la région pétrolière contestée de Kirkûk, laisse ouverte l'alternative entre un Kurdistan élargi ou l'engagement kurde hors des trois provinces autonomes. Elle devrait inciter les Kurdes à plus jouer national.

Chaque parti doit faire des concessions, développer une culture du compromis qui n'est pas trop dans les habitudes guerrières irakiennes mais peut-être plus familière à la culture chiïte. En tout cas, rien que les Américains puissent inventer. Le moins qu'ils puissent faire est de se retirer et de laisser émerger un Irak politiquement fort et pleinement indépendant et souverain qui devienne un acteur à part entière de la scène moyen-orientale.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **IRAK** – C'est curieusement sur la liste chiïte conservatrice de l'Alliance nationale irakienne (ANI), en onzième position, que le prince héritier de la couronne d'Irak, chérif Ali ben Hussein, a décidé de se présenter comme candidat à la députation. Il s'en explique en assurant : « *Il est faux d'affirmer que l'ANI est une coalition de religieux. Elle compte des libéraux et des personnalités de sensibilités différentes. Mon alliance s'est faite sur la base d'un programme politique : renforcement des institutions de l'État et bannissement du confessionnalisme* ». Aux élections de 2005, le Mouvement pour une Monarchie Constitutionnelle (MMC), que dirige le prince, avait présenté ses propres listes mais n'avait obtenu aucun siège en raison du boycottage du scrutin par les sunnites. Cette candidature ne représente pas pour lui un abandon de l'idée monarchique : « *je suis toujours convaincu que le retour de la monarchie peut être le remède aux maux de l'Irak, c'est toujours mon ambition, mais le contexte ne le permet pas aujourd'hui* ». Le prince, âgé de 54 ans, avait vécu en exil en Angleterre jusqu'à la chute de Saddam Hussein. Depuis, il vit à Bagdad. Issu d'une prestigieuse famille sunnite, ce hachémite descendant du chérif Hussein et cousin du dernier roi d'Irak, Fayçal II, assassiné en 1958, est marié à une chiïte, originaire de la ville sainte de Kerbala et père de quatre enfants.

♦ **AUTRICHE** – Le parti monarchiste *Alliance noire-jaune* (Schwarz-Gelbe Allianz) (SGA) a décidé de soutenir officiellement la candidature d'Ulrich Habsbourg-Lorraine à l'élection présidentielle autrichienne d'avril prochain. Officiellement disent-ils car « *pour nous, il est candidat à un poste qui n'existe pas dans notre conception monarchiste* ». Âgé de 69 ans, exploitant forestier en Carinthie, Ulrich Habsbourg-Lorraine est conseiller municipal, membre du parti des Verts. Sa candidature devrait être repoussée en application d'une loi constitutionnelle interdisant aux membres de la famille impériale de briguer la présidence de la République. Les monarchistes veulent faire abroger cette loi « *honteuse et discriminatoire* ».

♦ **SUEDE** – Selon un sondage publié dans le quotidien *Dagens Nyheter*, 62 % des Suédois souhaitent que le roi Carl XVI Gustave reste sur le trône après son 65^e anniversaire (en 2011) et n'abdique pas en faveur de sa fille la princesse héritière Victoria. Celle-ci demeure néanmoins le membre le plus populaire de la famille royale. Par ailleurs le même sondage indique que 74 % des Suédois veulent conserver le système monarchique alors que 19 % seulement souhaitent l'instauration d'une République.

♦ **CAMBODGE** – Comme nous l'avions annoncé (*Royaliste* n° 963) le roi Norodom Sihamoni a été solennellement installé comme associé étranger de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le 12 mars dernier. L'intégralité de cette séance solennelle peut être écoutée sur le site de Canal Académie.

► <http://www.canalacademie.com/ida5389-Installation-de-Norodom-Sihamoni.html>

Où est l'imposture ?

Le débat sur le réchauffement climatique est d'une importance capitale. Alors que les esprits sont troublés par une erreur survenue dans les publications du Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat, Claude Allègre ajoute à la confusion en publiant un texte bâclé⁽¹⁾. Après avoir dénoncé cette opération médiatique, François Villemonteix fait sur point sur l'état de la recherche climatologique.

L'échec de Copenhague, qui s'ajoute à la découverte d'une erreur malheureuse dans le volumineux document du GIEC (2), à celle de pratiques personnelles douteuses de son président et... à un hiver rigoureux, a semé le doute sur la rigueur de ce groupe dans la communauté non-scientifique. Elle se demande alors avec raison s'il est bien utile de consentir tant d'efforts pour *sauver la planète* sur la foi d'une expertise bidon. Le débat semble sérieux, et touche la vie de nos sociétés. C'est donc aussi un débat politique et le citoyen se doit d'aller y jeter un coup d'œil. Et pour cela quoi de plus logique que de faire cette visite en suivant le critique le plus médiatique du moment, M. le professeur Claude Allègre, qui détaille sa position dans son dernier livre, *L'imposture climatique*.

Malheureusement c'est pratiquement impossible. Ce document est visiblement bâclé, rédigé à la hâte pour profiter de l'effet Copenhague, mal

écrit et pas relu (qui peut comprendre : « ... leur compréhension quantitative est encore incertaine, et leur géographie encore moins » sic, page 118). D'approche rébarbative pour le non spécialiste, il est rendu encore plus difficile à lire du fait d'un plan fouillis et d'un style désolant. Mais surtout, il présente une collection d'erreurs inacceptables de la part d'un chercheur. Certaines prêtent à sourire, comme celle qui cite un article d'une certaine Georgia Tech, alors qu'il s'agissait du diminutif du *Georgia Institute of Technology*. Notons en passant qu'une bétise similaire a valu récemment à Bernard Henri Lévy une volée de bois vert justifiée. Mais d'autres sont carrément condamnables du point de vue de la rigueur scientifique. Ceux qui veulent entrer dans le détail, assez rébarbatif, de ces erreurs ou mensonges, en trouveront une liste exhaustive un peu partout sur la toile (voir *le cent-fautes de Claude Allègre* dans *Le Monde* du 27 février ou le blog scientifique de *Libération* (3)). Le moins que l'on

puisse dire est que la communauté scientifique quasi unanime est consternée par certaines des âneries énoncées par Claude Allègre, pourtant considéré jusque là, en dehors de ses aventures politiques, comme un scientifique sérieux.

Comment un chercheur de son niveau peut-il sans honte déclarer par exemple que, du fait des variations de température entre jour et nuit, été et hiver, tropique et pôles, « définir une température annuelle moyenne à 0,1° (...) à l'échelle du globe, ça paraît impossible », alors que les méthodes statistiques de correction des variations saisonnières font partie du B-A BA de l'analyse des séries chronologiques ? Comment peut-il sérieusement prendre prétexte d'un hiver rigoureux pour conclure que le climat ne se réchauffe pas ? Comment penser que les milliers de chercheurs impliqués dans les travaux du GIEC n'aient pas exploré le champ des hypothèses ou qu'ils aient pu les sélectionner, voire les falsifier sciemment, en fonction

d'un intérêt commun complètement invraisemblable ?

La remise en question d'une hypothèse scientifique, et plus encore celle d'une expertise collégiale, fait partie du travail normal des chercheurs : ils soumettent en permanence leurs résultats à l'évaluation des pairs (n'en déplaise à M. Sarkozy, la recherche est probablement la profession la plus évaluée au monde). L'apparition de critiques ou de nouvelles hypothèses contradictoires est donc en général bien accueillie, voire attendue avec impatience. Apprendre ce que pourraient apporter à la compréhension du réchauffement climatique, des informations nouvelles sur l'activité solaire ou cosmique, pouvait donc être du plus grand intérêt. Malheureusement les arguments de M. Allègre sont tellement biaisés qu'ils aboutissent au résultat opposé, en invalidant par des démonstrations parfois carrément mensongères ces hypothèses alternatives intéressantes, et en semant le trouble chez les lecteurs non spécialistes.

Bien sûr tout n'est pas à jeter dans ce livre et l'on y trouve quelques remarques de bon sens, en particulier une analyse intéressante des groupes de pression écologistes, qui rejoint la nôtre dans plusieurs domaines, comme la *diabolisation* du nucléaire et des OGM. On ne peut qu'ap-

prouver une position qui ne considère pas seulement le climat mais les autres composantes liées de l'écosystème, comme l'acidification des océans. M. Allègre le réclame, et il a raison : on doit rester à l'écoute des idées nouvelles et des analyses originales, les confronter aux résultats engrangés, afin à terme de les inclure ou de les rejeter. Mais il faut aussi que ces idées minoritaires respectent les règles de la science, et pas celles des media. Tout le monde n'est pas Galilée, même si ce n'est pas l'envie qui en manque à Claude Allègre (qui s'en défend du bout des lèvres).

Tout ceci baigne enfin dans une idée fixe, qui est d'*avoir raison seul contre tous*. J'insiste sur ce point, car nous royalistes sommes bien placés pour savoir que ce n'est pas nécessairement le nombre qui fait la vérité, nous sommes même tentés de trouver plutôt sympathiques ceux qui ont une opinion différente de la majorité. Alors posons-nous la question : est-il vrai, comme le dit Claude Allègre, que « *la science n'est pas une démocratie, pas une question de majorité* » ? Et que, par conséquent, le fonctionnement consensuel du GIEC n'est pas scientifique ?

Dans le domaine des sciences, il faut de ce point de vue séparer très nettement la recherche de l'expertise collégiale. La science n'est pas démocratique, c'est tout à fait vrai, et les exemples sont légions. La recherche consiste à s'intéresser à une question précise, à tenter de la résoudre et de faire avancer la connaissance sur ce point. Aucun besoin de consensus pour aboutir à une équation, que l'opinion d'une majorité ne rendra ni plus juste ni plus fausse. Ce n'est pas le cas des expertises, qui consistent à rassembler tous les éléments que l'on peut trouver pour répondre à une question sociétale, à les analyser et à en faire une synthèse. La somme de ces éléments est souvent difficile à mettre en forme, et des résultats contradictoires peuvent apparaître sur les rôles respectifs de chaque variable. L'ex-



■ *Même cette preuve n'a pas convaincu Claude Allègre...*

pert doit donc s'appuyer sur un consensus, à la fois pour s'assurer qu'il a bien compris les travaux des scientifiques qu'il cite, et pour aboutir à une synthèse (un modèle) acceptable de ces incertitudes.

Le GIEC a pour mission de dépasser les conclusions probabilistes du chercheur et de répondre **par oui ou par non** à deux questions des gouvernements : le climat se réchauffe-t-il ? L'activité humaine est-elle une des composantes significatives des causes de réchauffement ? Or synthétiser l'effet de facteurs aussi différents que, pour suivre Claude Allègre, l'accumulation du CO₂ atmosphérique et la variabilité du rayonnement solaire, cela exige d'y attacher des pondérations interdisciplinaires qui ne vont pas de soi. L'accord de la communauté scientifique tout entière est alors indispensable. Enfin cette consultation générale permet aussi aux minorités scientifiques (du fait de leurs origines géographiques, politiques, économiques, etc.) de s'exprimer. La **démocratie** est une composante essentielle de l'expertise collégiale, n'en déplaise à M. Allègre.

Alors, réchauffement ou pas réchauffement ? Nous avons vu qu'il y a deux questions différentes posées au GIEC : y a-t-il réchauffement de la planète ? L'homme en est-il responsable ? À la première, la réponse unanime est oui. La dispute actuelle se

concentre sur le poids respectif des différentes causes de réchauffement. Question subsidiaire : et l'hiver froid ? Cela n'est pas contradictoire, les disparités dans le fonctionnement climatique de la planète sont courantes et s'il a fait anormalement froid en France, il a fait anormalement chaud à Vancouver. Nous l'avons souvent dit : le réchauffement global est d'abord perceptible par un fonctionnement de plus en plus cataclysmique du climat. Un réchauffement annuel moyen d'un ou deux degrés ne peut être sensible pour un individu, qui voit la température chez lui varier de plus de 30 degrés entre été et hiver. Mais quoi qu'il en soit, l'ensemble de la communauté scientifique, tant pro qu'anti-GIEC, admet que nous subissons une phase de réchauffement climatique.

La question de la responsabilité de l'homme est celle qui fait vraiment débat. Sans entrer dans une querelle d'experts, l'observation majeure qui a emporté (presque) tous les doutes, est celle de la vitesse du changement climatique. Nous nous trouvons ici devant un phénomène jamais apparu dans l'histoire du climat, sauf lors de cataclysmes. La terre a pu devenir plus chaude que maintenant ; jamais aussi rapidement. Cette vitesse est étroitement corrélée au développement industriel, seule composante, parmi toutes les variables prises en compte, qui présente

une vitesse d'évolution similaire. Oui, il y a d'autres causes possibles au changement climatique, mais la responsabilité de l'homme y est démontrée de façon indubitable.

Reste alors une troisième question : peut-on corriger cette évolution ? Là, la réponse est encore en débat, et semble bien plus difficile à donner. Ce qui est sûr, et même M. Allègre le dit, c'est que le passage d'un *niveau d'équilibre* à l'autre est en large part dominée par un fonctionnement chaotique (au sens scientifique du mot). Quand l'écosystème planétaire saute d'un état à l'autre, rien ne peut l'en empêcher. La question n'est pas de *stopper* le réchauffement ; elle est d'éviter que les conditions imposées par l'activité humaine soient si extrêmes qu'elles poussent le système à sauter trop loin. À la question posée au début de cet article on peut alors répondre : oui, il est indispensable de déployer tous nos efforts pour réduire l'impact de l'activité humaine sur l'environnement.

François VILLEMONTAIX

📖 (1) Claude Allègre - « *L'Imposture climatique* », prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

(2) Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat. Il s'agit de cette erreur de date pour la fonte des glaciers himalayens, dont tout le monde a entendu parler.

📄 3) <http://sciences.blogs.liberation.fr/>

Mais pourquoi les voitures ?

D'Alèssi Dell'Umbria, sorte de sociologue de gouttière ⁽¹⁾, on connaissait déjà une *Histoire universelle de Marseille, de l'an mil à l'an deux mille* ⁽²⁾, qui avait su séduire François Ruffin, du *Diplo* ⁽³⁾. Il revient avec *La rage et la révolte*, nouvelle édition, augmentée, de *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis !* ⁽⁴⁾

« Les jeunes incendiaires de banlieues n'étaient pas tous d'origine immigrée bien que ceux-ci aient constitué le gros des troupes, mais tous étaient pauvres. Une fois qu'on a rap-pelé ça, on y voit plus clair ». D'emblée ou presque, Alèssi Dell'Umbria jette une pierre dans le jardin de ceux qui ne croyaient - ou ne voulaient - voir dans les événements de l'automne 2005, qu'une série d'émeutes fomentées par des intégristes religieux, contre la République. Il enfonce le clou en soulignant que la majorité des mineurs arrêtés lors de cet automne, souvent des visages pâles, n'étaient absolument pas connus des services de police. Il s'agissait la plupart du temps de « petits gars sans histoires qui sont devenus fous de rage après ce qui s'est passé à Clichy-sous-Bois le 27 octobre au soir ».

Pourquoi sont-ils devenus fous de rage ? C'est, au fond, assez simple, nous dit Dell'Umbria : parce que les deux

jeunes électrocutés dans le transfo, étaient pour un tas de ces petits gars, la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Les émeutes de 2005, ce n'étaient donc pas les musulmans contre autre chose. C'étaient des jeunes qui en avaient marre. Marre de leur vie. Marre du béton. Marre du climat de terreur que fait régner la BAC. Marre des exactions qui ne sont pas une nouveauté. Marre du silence des adultes, jamais descendus de chez eux pour dénoncer les brutalités policières dont les jeunes sont régulièrement victimes. Marre de cette République qui ne voit dans les cages d'escalier des immeubles et les rues des cités que le territoire de l'État, c'est-à-dire un pur espace de passage, neutralisé, que seule la police aurait le droit d'investir.

Soit. Mais pourquoi s'en sont-ils pris aux voitures de leurs voisins ? D'abord, ils ne s'en sont pas pris qu'aux voitures. De nombreuses attaques ont été menées contre les

symboles de l'État : bureaux de Poste, flics, notamment. Ensuite, il y a eu des tentatives de transporter l'affrontement au cœur des villes, notamment à Lyon, où les CRS ont dégagé la place Bellecour en 1 heure à peine, le samedi 12 novembre 2005. Mais la plupart de ces tentatives, dont les médias, trop occupés à compter le nombre de bagnoles cramées, n'ont pas ou peu parlé... la plupart de ces tentatives ont échoué.

D'accord, mais pourquoi les voitures ? Parce qu'aujourd'hui, « la célébrité [étant] l'unique mode de communication, de reconnaissance publique » et « le scandale (...) la forme négative de la célébrité », brûler des voitures, étant entendu que « détruire pour le plaisir est le scandale suprême pour une société qui bannit toute forme de dépense sauvage », c'est un bon moyen d'obtenir enfin une forme de reconnaissance. En d'autres termes, parce qu'on attire l'attention comme on peut.

Oui, mais pourquoi, plus spécifiquement, la voiture ? Parce qu'aux yeux des jeunes incendiaires de 2005, rien, sans doute, n'incarne mieux le cancer qui les ronge - cette indicible sensation d'enfermement - que la voiture. Et pourquoi la voiture incarnerait-elle l'enfermement ? D'abord,

parce que lorsqu'on habite la banlieue, ne pas posséder d'automobile, revient à rester captif de cet espace, dont on ne saurait alors s'échapper. Et que, ensuite, posséder un de ces habitacles qui prolongent le domicile privé, c'est une autre façon de devenir captif d'une prothèse devenue indispensable, nous séparant radicalement des autres, mais avec un minimum de confort personnel. En d'autres termes, les jeunes s'en sont pris aux automobiles parce qu'à leurs yeux, elles incarnent l'enfermement des gens des quartiers, des banlieusards. La mise au ban de la société.

C'est plus clair maintenant ? Peut-être pas. En tout cas, en brûlant les voitures, les jeunes incendiaires s'en sont pris à des objets qui n'ont rien d'innocent. On les croyait débilés et désœuvrés... ils n'ont jamais fait que nous dire, à leur façon, et avec les moyens du bord, qu'ils ne voulaient plus être relégués en périphérie, enfermés dans leur prison de grisaille. En quelques mots : nous dire à tous que cela ne pouvait plus durer.

Tout l'intérêt du livre d'Alèssi Dell'Umbria est d'essayer de nous le faire comprendre.

Le problème, c'est que, non seulement les voitures n'ont pas fini de brûler, mais que ceux dont les voitures ne sont pas près de brûler s'en fichent.

Samuel BON

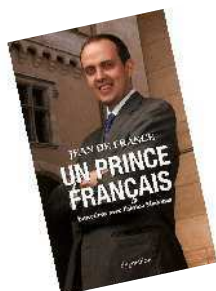
(1) Pierre Bourdieu - « *La sociologie est un sport de combat* », film de Pierre Carles, C-P Productions et VF films, DVD, 2007, 150 min.

(2) Alèssi Dell'Umbria - « *Histoire universelle de Marseille* », Agone, 2006, 756 pp., prix franco : 29,50 €. [Achat immédiat](#)

(3) « *Comment épurer Marseille, l'incurable* », *Le Monde diplomatique*, janvier 2007, p 15.

(4) Alèssi Dell'Umbria - « *La rage et la révolte* », Éd. Agone, prix franco : 10 €. [Achat immédiat](#)

« *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis* », était paru précédemment aux éditions de l'Échappée, en 2006.



Jean de France
Un prince français

Prix franco 21 € [Achat immédiat](#)

Aimer la démocratie ?

Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie. Myriam Revault d'Allonnes ne prend pas la précaution de la forme interrogative. Elle affirme et explique les raisons de ce non-amour. On ne peut aimer un système institutionnel qui par principe et par fonction désubstantifie l'État, le rend impersonnel, le problématise sans cesse en en faisant le lieu même du désaccord, de la contestation permanente, le prive de toute référence à une transcendance qui le fonderait. C'est Claude Lefort qui aurait trouvé la meilleure formule pour désigner ce paradoxe permanent avec sa notion de *lieu vide*. « *Le pouvoir, nous dit-il, apparaît comme un lieu vide et ceux qui l'exercent comme de simples mortels qui ne l'occupent que temporairement et ne sauraient s'y installer que par la force de la ruse ; point de loi qui puisse se figer, dont les énoncés ne soient contestables, les fondements susceptibles d'être remis en question ; enfin point de représentation d'un centre et des contours de la société : l'unité ne saurait désormais effacer la division sociale.* » Cette description de l'incertitude démocratique que je crois pertinente dans ses grandes lignes, mériterait à elle seule un commentaire qui risquerait d'éclipser l'ensemble de la réflexion de Myriam Revault d'Allonnes, qui prolonge avec Foucault et d'autres l'analyse du processus qui ne cesse de se complexifier au travers d'un travail incessant sur soi-même. Mais le sujet est trop intéressant pour qu'on ne s'y arrête un instant.

En effet, la démocratie dont il est question est une démocratie *libérale*, la nuance est déterminante. Elle se réclame d'abord du modèle américain et sûrement pas de celui de la Révolution française dans son inspiration rousseauiste. Précisions à ne pas oublier, parce qu'il est possible que la conception d'un Sieyès se rapproche du lieu vide, alors qu'une philosophie politique dominée par le concept de volonté générale que renforcent celui de religion civile, et même l'idéal d'une pédagogocratie, s'emploie largement à saturer l'espace du politique, non sans provoquer certains glissements vers les formes modernes du totalitarisme. J'ajouterai qu'à travers toute une lignée idéologique qui vient du XVIII^e siècle et se prolonge au XIX^e siècle, l'horizon de la pensée se concentre sur un scientisme matérialiste qui compte prendre la place de la foi chrétienne et s'imposer comme seul horizon idéologique. Nous sommes donc très loin de l'indétermination philosophique d'un régime d'opinion, tel qu'il se déploie outre-Atlantique et tel qu'il se cherche à travers la Restauration et la Monarchie de Juillet, chez nous. Autre remarque : le régime libéral, loin de se priver d'un exécutif fort en conçoit la nécessité avec en vis-à-vis un parlement élu sur le mode représentatif qui le contrôle d'autant mieux que la puissance de l'État moderne est de plus en plus redoutable.

Il y aurait beaucoup à dire sur la représentation unilatéralement péjorative de la monarchie d'Ancien Régime que suppose la mise en évidence de la bienheureuse incertitude

démocratique. Elle repose en particulier sur le préjugé selon lequel sa relation *fondatrice* au religieux ne constituerait que la garantie de son immunité. Or, ce n'est pas vrai : reconnaître une transcendance c'est admettre une subordination et une peccabilité qui gardent de la toute puissance. De même la prétendue substantialisation du pouvoir fait bon marché de son extraordinaire mobilité. Les préjugés antimodernistes cachent ce que sait fort bien l'historiographie actuelle, c'est-à-dire la montée en puissance de l'État moderne qui s'accompagne de changements sociaux sans lesquels les événements de la Révolution sont inexplicables.

Mais la démocratie libérale s'est bel et bien développée dans toute l'Europe, en obéissant aux règles du pluralisme, de l'alternance, non sans attention, pour le meilleur, non seulement à la rigueur procédurale, à la délibération telle que la conçoit Jürgen Habermas, malheureusement absent de l'essai suggestif de Myriam Revault d'Allonnes. Je ne lui reprocherais pas, en revanche, d'insister tellement sur l'apport considérable de Michel Foucault. Il se trouve qu'ici même nous avons poursuivi un dialogue avec l'auteur de la

par Gérard Leclerc



Volonté de Savoir, qui avait l'amabilité de reconnaître avec nous un souci commun de reconnaissance des rapports réciproques qui instituaient le pouvoir. Je suis persuadé que Foucault a tracé des lignes de travail, dont la pertinence ne cesse de s'avérer, notamment en ce qui concerne la *biopolitique*. L'auteur tire de cet apport des conséquences judicieuses, notamment à propos du jeu incessant de la liberté et des pouvoirs ainsi que du domaine des justifications les plus fortes de la participation démocratique : « *Le sens de la pluralité qui habite la démocratie est décisif : il accompagne l'existence de la rationalité en valeurs et il fait obstacle à la cohérence visée par la rationalité politique calculante. Celle-ci voudrait transformer le sujet démocratique, c'est-à-dire le sujet politique en proie à ces multiples tensions et de ce fait ingouvernable – en un sujet gouvernable, autrement dit réuni et homogénéisé.* »

On voit bien ici quelle menace vise Myriam Revault d'Allonnes : celle du néo-libéralisme qui prend possession de la démocratie et veut lui faire adopter la logique de l'entreprise jusque dans son vocabulaire (il ne s'agit plus de gouverner mais de pratiquer **la gouvernance**). L'État est désormais sous la surveillance du marché dont il est un acteur. « *Il est aisé de constater que la rupture annoncée et mise en œuvre par Nicolas Sarkozy réside essentiellement dans cette mutation de l'État libéral en État-entreprise.* » La mutation qui s'opère ainsi est radicale jusqu'à constituer une nouvelle anthropologie « *où les notions d'intérêt et de concurrence règlent aussi bien l'action individuelle que l'action collective, restreignant de ce fait la pluralité d'existence des individus.* » Face à cette menace omniprésente, la gauche dont se réclame l'essayiste, ne la satisfait pas, alors même qu'elle récuse l'extrémisme inopérant de la gauche radicale (où l'on voit se profiler, me semble-t-il, les ombres de Badiou et de Žižek). Pourtant Myriam Revault d'Allonnes semble esquiver les problèmes économiques eux-mêmes, avec des choix drastiques qui s'imposent à l'encontre de la gouvernance ultra-libérale. Autant on l'approuve de clore son livre sur le rappel d'un penseur aussi important que Jan Patocka dans son refus de l'économisme, autant on regrette que sa leçon si salutaire de philosophie politique semble ignorer les défis concrets de la mondialisation.

Myriam Revault d'Allonnes - « **Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie** », Seuil, prix franco : 15 €.

Achat immédiat

Russie

Napoléon V

C'est l'année croisée France-Russie ! La revue que dirige Joseph Macé-Scaron y apporte sa contribution par un dossier consacré à Dostoïevski (1).

Parmi tous les articles, je retiens d'abord celui de Georges Nivat qui va d'emblée à l'essentiel : « *Révolte et révélation* constituent le noyau atomique de l'œuvre de Dostoïevski ». Révélation de l'impuissance et de la mort – d'une mort qui est fichée dans la vie de chaque homme. « *Être un homme parmi les hommes, et le rester à jamais, et ne pas désespérer dans les pires malheurs – voilà ce qu'est la vie, le but de la vie* », écrit celui qui crut qu'il allait être exécuté avec ses compagnons du cercle de Petrachevski.

Lire ensuite Jean-François Colosimo qui résume ainsi ce que Dostoïevski avait annoncé : « *privé de sa transcendance, le sacré ne peut mener qu'au sacrilège, au meurtre (Raskolnikov), à la tyrannie (Chigaliou), à l'autodestruction (Kirillov). Le nihilisme se révèle alors la religion d'un temps sans religion, mais voué à la possession, terroriste parce que terrorisant : le XIX^e siècle vide de ciel de l'immortalité ; le XX^e peuple la terre de charniers ; et, à l'aube du III^e millénaire, ne subsiste que le vide des vanités* ».

Lire enfin tout le numéro avant de prendre ou reprendre l'œuvre âpre et si difficilement traduisible de Dostoïevski. C'est avec lui qu'il faut vivre l'épreuve du nihilisme.

Jacques BLANGY

(1) *Le Magazine littéraire*, n° 495 – Mars 2010. Dans les kiosques : 6 €.

Le cousin germain de Napoléon III, qui fut longtemps son héritier présomptif, est un personnage oublié de l'Histoire. Il méritait, sinon une réhabilitation, au moins ce coup de projecteur.

Jérôme, plus jeune frère de Napoléon I^{er}, fut un éphémère roi de Westphalie. Il épousa Catherine, fille du roi Frédéric I^{er} de Wurtemberg, dont il eut trois enfants : Jérôme-Napoléon, mort assez jeune, la princesse Mathilde, célèbre pour son salon littéraire, et le prince Napoléon (1822-1891) dit le prince Jérôme. Celui-ci est un inconnu célèbre, dissimulé sous une kyrielle de surnoms *Plon-Plon*, *Prince rouge*... Il avait le visage de son oncle Napoléon I^{er}, avec une ressemblance saisissante, mais la grande taille et la forte corpulence des Wurtemberg. Il avait aussi une grande intelligence. Une biographie de Michèle Battesti, historienne de la Marine reconnue, vient de le remettre en mémoire ou tout simplement de le faire découvrir pour ce qu'il fut.

Et d'abord pas le lâche qu'une légende noire a forgé à partir d'épisodes militaires où il n'eut pas véritablement l'occasion de briller (la guerre de Crimée) ou pour un duel prétendument refusé au duc d'Aumale. Et pas seulement le débauché qui affichait ses liaisons tapageuses avec des actrices dont la plus fameuse fut Rachel.

Après une difficile vie d'exilé, le succès politique de son cousin germain Louis-Napoléon, devenu l'empereur Napoléon III, le mit soudain sur la première marche du trône. Tant que l'empereur n'eut pas d'enfant, il fut considéré comme l'héritier présomptif. Napoléon III lui avait attribué le Palais-Royal comme logis, où il

succédait en quelque sorte aux Orléans comme représentant la branche dynastique cadette, éventuellement menaçante pour la branche aînée. Car c'est bien comme cela que son impérial cousin considérait le Prince Napoléon de quelques années son cadet, même s'il lui portait une affection réelle.

Après la chute de l'Empire et la mort du Prince impérial en Afrique du Sud, il redevint d'ailleurs *le dynaste* pour les bonapartistes : Napoléon V en quelque sorte.

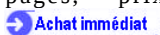
Or le prince Napoléon était plus bonapartiste qu'impérialiste et se proclamait à l'occasion républicain. Il fut l'ami des Hugo, des Dumas, d'Émile de Girardin, de Proudhon, de Sainte-Beuve, de Thiers, de George Sand... de tout ce qui compta dans l'opposition à l'Empire et au cléricisme. Ce qui ne l'empêcha pas d'avoir des ambitions au sein du régime, de briguer auprès de son cousin de gouverner l'Algérie par exemple, ce qu'il abandonna rapidement après qu'on le lui eut accordé. Son idée majeure était qu'un Napoléon se doit d'accomplir les idéaux de la Révolution française. À cette fin, il essaya de convaincre son cousin que seul un Empire libéral avait des chances de perdurer, ce que l'Empereur pensait aussi quand il ne cédait pas à la tentation inverse... Quand le prince Napoléon pensa enfin avoir gagné, avec la promotion de son ami Émile Ollivier à la tête d'un gouvernement libéral, ce fut la guerre avec la Prusse !

Dans sa grande lucidité négative, le prince Napoléon avait vu venir cette guerre

comme devant apporter la catastrophe absolue, là où l'impératrice Eugénie s'imaginait qu'elle mettrait en selle son fils... Mais, époux d'une fille du roi d'Italie et promoteur de l'unité de l'Italie, y compris de l'annexion presque complète par les Italiens des États pontificaux, le Prince Napoléon n'avait-il pas participé à cette stupide politique des nationalités qui devait précipiter la France, l'Allemagne et toute l'Europe vers les pires carnages ?

Plon-Plon n'eut pas le destin historique qu'il ambitionna. Il rata sa vie de famille, sa femme l'abandonnant dès la chute de l'Empire pour mener une vie dévote, son fils aîné se considérant comme l'authentique prétendant impérialiste... En revanche, il eut une belle vie, collectionna les œuvres d'art, fit de beaux voyages en Italie, vers le pôle Nord, aux États-Unis... Tous ingrédients qui font de ce livre un roman d'aventures passionnant, même si les pages qui amènent à la chute de l'Empire sont pathétiques et se lisent avec peine, tant la famille impériale, le personnel politique de l'époque, et le peuple français lui-même y apparaissent dans un état de stupidité impuissante qui fait honte. Napoléon III gouvernait essentiellement en tenant compte de ce qu'il percevait de l'opinion. Il disait à son cousin : « *Tu as raison, mais quand on est au pouvoir on voit les choses autrement* ». Fausse sagesse et indécision fondamentale dont on trouverait sans doute bien des équivalents en notre siècle qui commence.

Paul CHASSARD

Michèle Battesti - « *Plon-Plon, le Bonaparte rouge* », Perrin, 622 pages, prix franco : 27 €. 

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010**.

Rappelons que **tous les adhérents** de la NAR peuvent y participer. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Néoprotectionnisme et réindustrialisation**" et, d'autre part, "**Souffrance au travail et relations dans l'entreprise**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérents et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

► Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 8 € franco également.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 24 mars** - Directeur de recherche au CNRS, membre du Centre de recherches politiques de Science Po (CEVIPOF), **Lucien JAUME** enseigne la philosophie politique à Sciences Po Paris. Ses ouvrages sur le jacobinisme et sur le libéralisme politique, qu'il a bien voulu nous présenter successivement, sont des références majeures. Lucien Jaume revient parmi nous pour répondre à la question qui fait l'objet d'un livre tout récent : « **Qu'est-ce que l'esprit européen ?** ». C'est s'interroger sur une généalogie spirituelle, philosophique, scientifique et artistique et sur une certaine conception de la société. Pour nous éclairer,

Lucien Jaume a choisi Locke, Bossuet, Pierre Nicole, Adam Smith, Tocqueville et Bachelard mais il n'oublie pas, chemin faisant, bien d'autres auteurs qui nous permettront de reprendre avec notre invité le débat sur l'autorité légitime, la liberté, la nation et sur cette Union européenne qui ne parvient pas à donner d'elle-même une claire définition...

● **Mercredi 31 mars** - Économiste, ancien élève de l'ENSAE, **Antoine BRUNET** a été chef stratège au Crédit Commercial de France ; de 2003 à 2006, il a dirigé la recherche économique de la salle des marchés de la banque HSBC. De 1997 à 2007, il a fait partie de l'équipe des cinq économistes de marché consultés tous les deux mois par la Banque de France. En mai 2007, il a pris sa liberté pour devenir consultant économique et financier et a créé sa propre entreprise, *AB Conseil*, qui édite un bulletin réputé.

Nous avons demandé à Antoine Brunet de nous présenter une question d'une brûlante actualité : « **La puissance chinoise et l'Europe** ». Puissance commerciale, monétaire, industrielle, la Chine tire parti de tous les avantages qui lui sont offerts par le régime de libre-échange et par le désordre monétaire

international pour imposer ses choix dans des domaines de plus en plus nombreux. Des réponses qui seront données à cette politique de puissance dépend une grande part de l'avenir du continent européen – et de la France.

● **Mercredi 7 avril** - Ancien ministre, alors membre du Parti communiste, **Anicet LE PORS** a été membre du Haut Conseil à l'intégration. Conseiller d'État honoraire, il est président de section à la Cour nationale du droit d'asile. Lors de nos soirées du mercredi et par écrit, nous avons eu maints débats avec notre invité. Mais, cette fois, nous souhaitons qu'il nous fasse part de sa réflexion et de son expérience de « **Juge de l'asile** ». Auteur d'un ouvrage qui porte ce titre et d'un *Que Sais-je ?* consacré au droit d'asile, juriste éminent et homme de conviction, Anicet Le Pors est particulièrement qualifié pour expliquer une question confusément traitée mais essentielle puisqu'elle relève à la fois du Droit, du Politique et du souci de la simple humanité. Dramatiques, tragiques, les destinées individuelles et familiales bousculées par la violence et la guerre nous rappellent que la condition humaine est marquée à jamais par les figures de l'Étranger et de l'Exilé.

ADHÉRENTS

Nous avons pris un peu de retard pour l'établissement des cartes d'adhérents pour 2010. Elles seront envoyées en même temps que les documents relatifs au Congrès.

Les adhérents non à jour de cotisation ne les recevrons pas...

CAFÉ POLITIQUE

Sous l'égide de Philippe Labarrière et de Hervé Duval et dans les locaux de la NAR, nous vous invitons à nous retrouver le **samedi 27 mars à partir de 17h pour participer à un café politique** avec des discussions libres et de façon informelle et amicale. Cette invitation concerne non seulement le public des Mercredis de la NAR mais aussi nos autres amis et sympathisants qui pourront ainsi mieux se connaître. Pour ceux qui le désirent, un repas dans un restaurant voisin suivra (prière de s'inscrire en téléphonant au 01.42.97.42.57).

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Demandez le programme !

Voici quinze jours, je souscrivais à la *désolation* décrite dans le rapport du Médiateur de la République. Aujourd'hui, je veux communiquer mon enthousiasme pour ce qui se prépare en réplique à ce que nous subissons. Faisons le point.

Depuis le début des années quatre-vingt, les ravages de l'ultra-libéralisme ont été consignés et dénoncés par des chercheurs que nos lecteurs connaissent bien. La grande crise qui a éclaté en août 2007 a dépassé les plus sombres de leurs prévisions. Le sauvetage du système financier et la reprise de la spéculation n'infirment pas leur diagnostic : l'idéologie ultra-libérale est morte.

À gauche, les dirigeants socialistes n'ont pas conscience de l'ampleur de l'événement. À l'extrême gauche, les chefs de fractions s'en tiennent à des dénonciations désordonnées et imprégnées des utopies anarchiste et communiste de la fin de XIX^e siècle. On brandit le poing et la rose ou les drapeaux rouges sans voir qu'une critique constructive, effectivement révolutionnaire, se développe actuellement en dehors des schémas du siècle dernier.

Un groupe qui n'a pas de nom, hétérodoxe mais homogène, marginal par rapport aux partis de droite et de gauche du XX^e siècle mais central quant aux enjeux des deux ou trois décennies à venir, s'est constitué. Ce groupe est peu nombreux mais tous ses membres ont publié une œuvre de nature scientifique et prennent la juste mesure des facteurs politiques – l'histoire, la nation, l'État, le pouvoir symbolique – sans qu'on puisse y

repérer les traces d'un nationalisme de droite ou d'un jacobinisme. Je n'ignore pas les différences et les divergences qui existent au sein de ce groupe – elles alimentent heureusement sa dialectique interne – mais je voudrais souligner ce qu'il y a de commun dans une démarche qui conduit à un véritable programme de gouvernement :

Un accord sur les causes de la grande crise : principalement le libre-échange qui a provoqué



aux États-Unis et en Europe une forte baisse des salaires compensée par un recours massif au crédit. L'affaire des *subprimes* fut la cause immédiate d'une crise aggravée par des mécanismes spéculatifs incontrôlés. Le sauvetage in extremis du système bancaire n'a rien réglé et le fanatisme monétaire, en zone euro, place les peuples dans une situation insupportable.

Un accord sur la nouvelle politique économique à mettre en œuvre : constitution de l'Europe en ensemble protégé dans son organisation économique et sociale, contrôle du crédit, relance de la politique industrielle, monnaie commune, redistribution du revenu national en fa-

veur des classes moyennes et populaires.

Un accord politique sur l'essentiel : la justice sociale comme finalité par le moyen de l'État national coopérant avec les autres États dans le cadre d'une Union européenne radicalement transformée.

Ces critiques et ces propositions sont révolutionnaires aux deux sens du terme – avancée et retour :

Elles constituent un programme méthodique, hiérarchisé, de reconstruction et de développement de la nation française et de l'Europe continentale, selon des perspectives géopolitiques clairement tracées à l'échelle du monde entier : prise en compte du déclin américain, de la montée en puissance de la Chine, de l'importance de la Russie...

Ces pensées novatrices se développent dans la reprise des textes fondamentaux adoptés entre 1944 et 1946. Tout particulièrement :

Le *Programme du Conseil national de la Résistance* et le *Préambule de 1946* pour ce qui concerne la nation française ;

La *Charte de La Havane* qui affirme le principe de l'équilibre des balances de paiements, par recours aux mesures protectionnistes si nécessaire (1) ;

La *Déclaration de Philadelphie* concernant les buts et objectifs de l'organisation internationale du travail (2).

C'est sur ce socle national et international que s'appuie le programme déjà rédigé (3). Nous n'attendons plus que celui qui voudra le prendre et le réaliser.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. la tribune de Jacques Nikonoff dans notre numéro 964.

(2) cf. l'indispensable ouvrage d'Alain Supiot : *L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total*, Seuil, 2010, prix  Achat immédiat | franco : 14 €.

(3) cf. sur [mon blog l'analyse des propositions de Jacques Sapir](#).